

AMAR GHOUL PRÉCONISE DE DIVERSIFIER LES SOURCES DE FINANCEMENT DE LA CNR : «Il faut traiter le dossier dans sa globalité»

Le dossier de la réforme des retraites qui agite la scène nationale ces jours-ci ne laisse pas la classe politique indifférente. Notamment lorsqu'une quinzaine de syndicats des secteurs de l'éducation et de la santé ont débrayé pendant deux jours pour s'y opposer. «Ce dossier de réforme des retraites est important mais il est, en même temps, complexe. Il faut qu'il soit traité dans sa globalité», estimera le président du parti TAJ, Amar Ghoul.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - C'était à l'occasion de son intervention en marge de la réunion hebdomadaire du bureau national du parti, hier mardi, à Alger. «Le projet de la réforme des retraites est au niveau du Parlement et, déjà, une quinzaine de syndicats se sont mobilisés alors qu'il n'est pas encore débattu par les parlementaires. L'on ne peut préjuger de ce que décidera le Parlement», notera Amar Ghoul qui mettra en garde contre l'utilisation de cet «important dossier» à des fins politiques, «surtout que nous sommes

à la veille d'importantes échéances électorales», prévient-il.

Pour l'ancien ministre du Tourisme, des Transports et des Travaux publics, il y a urgence à ouvrir des canaux de dialogue nécessaires. «A TAJ, nous lançons un appel au président de l'Assemblée, à la commission parlementaire à charge, pour qu'ils ouvrent des canaux de dialogue avec tous les concernés par ce dossier, à savoir les syndicats et les experts, pour éviter tout ce qui pourrait envenimer le climat alors que nous nous apprêtons à entamer une

période très sensible, au plan social et politique.»

La décision du gouvernement Sellal de réformer le système des retraites a suscité, en effet, de fortes résistances d'un peu partout. «Dans tous les pays du monde, cette affaire des réformes des retraites est sensible et complexe. Car, il ne faut pas considérer cette réforme sous l'angle de la seule retraite proportionnelle mais dans sa globalité. En même temps, il faut impérativement tenir compte des difficultés réelles sur le plan économique, pour l'économie nationale mais aussi mondiale durant l'année 2017 et celle de 2019. Comme l'a ordonné le président de la République, il faut dire la vérité aux citoyens.» Pour que la réforme en question, douloureuse mais inévitable, puisse réussir, Ghoul préconise de revoir «y compris le mode d'alimentation de la Caisse nationale des retraites en diversifiant les sources de financement. L'on ne peut conti-

nuer avec le même mode de fonctionnement du temps où la CNR était entièrement alimentée par la rente pétrolière». Entre autres solutions, «il y a lieu de canaliser toute l'activité économique parallèle, par exemple», nous expliquera le président de TAJ, en marge des travaux de son bureau national. Une réunion qui devait se pencher sur les préparatifs des prochaines élections législatives et locales.

«Nous nous préparons sérieusement à ces échéances que nous considérons extrêmement importantes. Nous en sommes à un stade avancé et, rien que cette semaine, nous avons effectué des visites dans pas moins d'une dizaine de wilayas et nous poursuivons sur ce rythme durant toutes les semaines à venir», annoncera encore le président de TAJ qui révélera une avalanche de demandes, émanant de l'extérieur du parti, «pour figurer sur nos listes électorales et qui émanent y compris de

la part d'anciens ministres», ajoutera-t-il. Au plan international, mais intimement lié à l'Algérie, Ghoul dénoncera «la dernière campagne de la presse marocaine contre notre pays autour de cette fausse et mensongère affaire de prétendu militaires algériens surpris sur le territoire marocain».

De même que les dernières déclarations provocatrices de l'ex-Président français, Nicolas Sarkozy : «Il dit être prêt à revoir les accords d'Evian s'il est élu président ! Emanant d'un si haut responsable, de tels propos irresponsables sont d'une extrême gravité et l'on ne doit pas nous taire, à ce sujet, en tant qu'Etat algérien.»

Amar Ghoul demandera enfin à la communauté internationale de «qualifier les massacres du 11 Décembre 1961, perpétrés par la police coloniale contre des milliers d'Algériens, de crimes de guerre. De crimes contre l'humanité».

K. A.

PROCÈS DU MILITANT ASSOCIATIF YANIS ADJLIA À BÉJAÏA

Le verdict renvoyé au 8 novembre prochain

Plusieurs dizaines de personnes parmi lesquelles des militants politiques et des droits de l'Homme, des animateurs du mouvement associatif local et des citoyens lambdas se sont rassemblées hier dans la matinée devant le tribunal de Béjaïa en signe de solidarité à l'appel d'un collectif citoyen de Béjaïa avec le militant associatif, Yanis Adjlia, qui comparaissait devant le juge suite à une plainte déposée par le P/APC de Béjaïa et un promoteur immobilier.

A la tête de deux associations, l'Adic (Association pour la défense des droits des consommateurs) et celle de son quartier CNS, le jeune militant associatif a été convoqué devant le juge pour répondre de plusieurs chefs d'inculpation, dont celui d'«incitation à attroupement». Au terme des plaidoiries assurées par un collectif d'avocats de la défense, le juge a décidé de prononcer le renvoi du verdict de l'affaire au 8 novembre prochain. Le collectif d'avocats qui s'est constitué bénévolement pour assurer la défense du jeune militant s'est montré satisfait du déroulement du procès. «Les principes d'un procès équitable ont été respectés. Le procès s'est déroulé publiquement et, maintenant, il appartient au juge de rendre le verdict en son âme et conscience», a déclaré à la presse l'un des avocats de la défense, M° Bakori tout en se montrant optimiste quant à l'issue du verdict, à savoir l'acquittement du jeune militant, Yanis Adjlia. Il convient de noter que le militant est également convoqué à comparaître devant la même instance judiciaire le 25 octobre en cours suite à une plainte déposée à son encontre par un promoteur immobilier sous l'accusation «de diffamation». Une autre convocation a été également adressée à ce militant par la chambre administrative de Béjaïa pour une plainte déposée par le maire de Béjaïa qui réclame «le retrait des agréments des deux associations» dont il est le président, celle du quartier CNS et l'Association pour la défense des droits des consommateurs (Adic). Le collectif citoyen de Béjaïa initiateur de la manifestation de soutien au jeune Yanis Adjlia a estimé qu'il s'agit «d'une cabale judiciaire orchestrée par les tenants du pouvoir local qui veulent à tout prix museler la liberté d'expression».

Pour rappel, le militant associatif en question a affiché publiquement son opposition à la démolition controversée de la statue du soldat inconnu, érigée au centre-ville de Béjaïa. Il a été également accusé d'être l'instigateur du mouvement de protestation déclenché, en mars dernier, par un groupe de citoyens contre l'augmentation jugée «abusive» des tarifs de transport urbain et aussi d'être derrière une pétition lancée par les habitants de son quartier, la cité CNS, contre le détournement d'un espace vert au profit d'une promotion immobilière.

A. Kersani

TRAMWAY D'ALGER

Fin du débrayage, après dix heures de tractations

Après une paralysie quasi-totale de ses activités durant une semaine, le Tramway d'Alger a repris, hier, en début d'après-midi, ses activités. Les deux parties protagonistes (Setram-syndicat) sont parvenues, avant-hier, tard dans la soirée, à la conclusion d'un accord, mettant fin ainsi à un bras de fer qui a duré une semaine.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Lundi dernier, la direction de la Setram (Société d'exploitation des tramways) avait annoncé, dans un communiqué, rendu public tard en fin de soirée, que le trafic sur la ligne du tramway d'Alger va reprendre le mardi 18 octobre.

Selon la même source, «l'exploitation du Tramway d'Alger «se fera de 6h à 21h30 sur toute la ligne, tout en ajoutant qu'«un renforcement de l'exploitation sera effectué par un service de bus Etusa (Etablissement de transport urbain et suburbain d'Alger) de 6h à 00h». Avant d'arriver à cet accord, dont les négociations ont duré plus de dix heures, la Setram

avait affirmé qu'un service minimum sera assuré «tous les jours» à partir de «6h30 jusqu'à 21h» sur «toute la ligne du Tramway d'Alger» suite à un mouvement de grève lancé mardi dernier par les travailleurs du réseau d'Alger.

La société, qui avait qualifié ce mouvement d'«illégal», a toutefois assuré que la convention collective en cours de négociation «viendra prochainement parachever le statut du travailleur de par ses droits et ses obligations, ses acquis et ses devoirs, ainsi que toutes les questions liées aux salaires». En affichant sa volonté de régler le problème, l'employeur avait indiqué qu'il ne «prendra aucune mesure de retenue sur salaire pour les travailleurs grévistes ayant décidé de reprendre le travail».

Les travailleurs du réseau d'exploitation de la Setram avaient campé durant une semaine sur leur position, en maintenant le mouvement de grève, qualifié par l'employeur d'«illégal». Au début du mouvement de protestation, Setram avait réaffirmé «sa ferme décision de ne pas négocier» sur quoi que ce soit avec ce qu'elle a qualifié de «mouvement anarchique», dont les revendications sont «sans fondement et mensongères», selon un communiqué rendu

public. Pour cette société, «les meneurs de ce mouvement agissent pour des desseins personnels et non au service du collectif et font fi des efforts déployés par la direction générale pour assurer le bien-être à tout son personnel et lui permettre d'évoluer dans les meilleures conditions». Les grévistes ont soulevé, pour leur part, une série de revendications, notamment la signature de la convention collective en cours de négociation, selon eux, depuis trois ans. Ces derniers avaient énuméré plusieurs des griefs retenus contre l'employeur.

Ainsi, on parle de «licenciements abusifs, recrutements et promotions de connivence, traitements de faveur, absence de gestion de carrière digne de ce nom, non-respect de la loi du travail, absence d'une convention collective et d'une grille des salaires, absence de syndicat ou d'une organisation digne d'une grande entreprise comme la Setram, sans parler des conditions de travail difficiles et éreintantes pour les employés».

Enfin, les travailleurs ont parlé de «climat instable, de désordre qui nous empêchent de travailler normalement».

A. B.

SIT-IN NATIONAL DES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS DEVANT LE SIÈGE DE LA DE DE BOUIRA

Les enseignants violemment embarqués

Alors que le secteur de l'éducation vit une grève de deux jours des plus réussies à l'échelle nationale en général et à Bouira en particulier, les enseignants contractuels poursuivent, imperturbables, leur mouvement de protestation entamé depuis le 4 septembre pour réclamer le renouvellement de leurs contrats et l'organisation d'un concours interne pour leur intégration dans le secteur.

Cependant, l'action d'hier qui se voulait nationale, a tourné court puisque le pouvoir en a décidé ainsi en déployant dès les premières heures de la matinée un dispositif impressionnant de policiers dans et autour du siège de la Direction de l'éducation.

D'ailleurs, les premiers éléments qui ont pointé leur nez devant cette institution, des éléments connus des services de sécurité comme étant des meneurs du mouvement, furent embarqués manu militari vers le commissariat central depuis la route et avant même qu'ils atteignent le siège de la DE. Puis, ce fut la chasse aux sorcières contre les autres enseignants contractuels qui ont été contraints pour la plupart de rebrousser chemin de

peur d'être embarqués à leur tour. Aussi, aux environs de 10 heures lors de notre déplacement sur les lieux, les dizaines d'enseignants contractuels que nous avons rencontrés dans la cour de la DE sont ceux qui ont échappé aux mailles des policiers stationnés à l'extérieur. Des dizaines dont certains sont venus des autres wilayas comme Oran mais qui se sont sentis comme perdus dans cette enceinte tant leurs camarades qui devaient encadrer l'action furent tous, soit embarqués, soit chassés des lieux par les policiers.

Au total, et d'après un représentant du conseil national du Cnapeste qui était sur les lieux pour soutenir ces enseignants contractuels, ils étaient sept enseignants à être embarqués



Hier, devant le siège de la DE.

par les policiers. Cela étant, les protestataires qui étaient toujours sur place ont quand même réussi à marquer leur présence en déployant une banderole pour quelques minutes ainsi que des pancartes dans lesquelles ils réclament leur intégration et le renouvellement de leurs contrats.

Un renouvellement tel que, nous rappellent-ils, promis par le Premier ministre Abdelmalek Sellal à Constantine en avril dernier, ainsi que l'organisation d'un concours interne pour leur recrutement définitif dans le secteur de l'éducation.

Y. Y.

Photo : D. R.